

Journée internationale des femmes : 8 mars 2008.

Je ne ferai pas de choix parmi tous les événements qui se déroulent en France pour rappeler qu'il faut encore se battre pour que les femmes se fassent leur juste place au soleil. Je préfère que sur le site de la LDIF au moins apparaissent, sans aucune censure, les textes qui m'ont été adressés. Par contre, je signalerai l'intérêt particulier de deux manifestations de nature tout à fait différentes :

- (1) la journée table ronde au Conseil Economique, Social et Environnemental (qui a eu lieu le 4 mars au Palais d'Iéna),

Le thème était « les nouveaux enjeux du partage des responsabilités entre les hommes et les femmes », avec trois tables rondes : égalité professionnelle, garantir les droits personnels, brise le plafond de verre et enfin, tenir les engagements européens et internationaux de la France.

Une mine de renseignements que l'on peut retrouver sur les sites du Sénat, de l'AN et du CESE.

- (2) la quinzaine d'événements organisée par les Associations Franco-Berbères qui culmine avec l'attribution du prix « la rose berbère » le vendredi 6 mars (Mairie du 13^{ème} 1 place d'Italie).

A l'occasion du 8 mars les cadres et adhérents des associations franco-berbères se devaient d'être présents de ceux et de celles qui se battent inlassablement pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Durant les jours qui précéderont et ceux qui suivront le 8 mars, différentes manifestations sont organisées à leur initiative dans toute l'île de France. Renseignements : coordination des Berbères en France, 5 impasse Onfroy, 75013 Paris. Tel 01 45 80 23 90. Courriel cbf@cbf.fr site : www.cbf.fr

Autres initiatives marquantes :

1. Sexisme partout, féministes partout !

Si vous aussi vous êtes fatiguéEs par le paternalisme qui parle à notre place, ou par la violence qui cherche à nous faire taire, rejoignez-nous à la manifestation féministe du 7 mars 2009 !

Parce qu'il existe pour la majorité des gens toujours deux classes distinctes, les femmes et les hommes, et qu'il vaut mieux appartenir à la seconde qu'à la première. Parce que nous revendiquons d'avoir le choix : de notre sexe, de notre genre, de notre sexualité. Parce que nous désirons que les femmes, et touTEs leurs alliéEs, puissent s'approprier leur corps et ses représentations, sans devoir se conformer aux injonctions de normes oppressantes, réductrices et stéréotypées, véhiculées dans tous les domaines.

Parce qu'il existe mille façons de faire rentrer dans le « droit chemin » les insurgéEs contre leur sexe, leur genre, leur destin obligatoire : de l'assignation forcée des intersexes par mutilations génitales, au viol de représailles contre les lesbiennes ; de la psychiatisation des trans', aux violences masculines les plus

régulières – en France, tous les trois jours, une femme est assassinée par l'homme avec qui elle vit.

Parce que notre santé passe en dernier, parce que le droit des femmes à disposer de leur corps est sans cesse remis en question, comme le montre la récente remise en cause du financement public du Planning familial et de nombreuses autres associations d'éducation populaire, parce que le savoir gynécologique est accaparé par les médecins, la contraception pas toujours remboursée, le droit à l'IVG menacé sous l'influence de l'Église catholique. Parce que, partout, les institutions qui exercent un pouvoir au nom de la religion ou d'une autorité morale ou politique prétendent toujours contrôler nos corps.

Parce que nous sommes largement touchées par le VIH, discriminées dans les essais par les labos qui ne prennent pas en compte notre métabolisme spécifique, parce que nous n'avons pas le même accès à des traitements de qualité, parce que nous sommes négligées dans les campagnes de prévention publiques, parce que, précarisées, nous sommes particulièrement touchées par les attaques contre la Sécurité Sociale, et notamment par l'instauration des franchises, ou par la remise en cause de l'hôpital public.

Parce que nous sommes précaires et trop souvent à temps partiel sans l'avoir choisi, que nous sommes toujours moins payées que les hommes à travail égal et à qualifications égales, et que nous effectuons l'immense majorité du travail gratuit appelé « travail domestique ». Parce que nous sommes les premières à payer la crise et le démantèlement des services publics. Parce que, malgré les lois et les effets d'annonce, le domaine public et politique nous reste toujours largement fermé.

Parce qu'en tant que femmes racialisées, nous luttons dans tous les domaines contre cette double oppression raciste et sexiste. Parce que la logique du racisme s'attaque directement à notre droit à disposer librement de notre corps. Parce qu'elle opère par exclusion, comme la loi sur le port de signes religieux à l'école qui prétend nous « protéger » – en particulier les filles musulmanes – et en fait contribue à nous stigmatiser, à nous enfermer dans le statut de « victimes » et à nous marginaliser.

Parce que, sans papiers, nous souffrons tout à la fois de la précarité, de la politique raciste du gouvernement français, des remises en cause du droit au regroupement familial, de l'intensification des interpellations policières. Parce que ce climat répressif nous éloigne encore davantage de l'accès aux soins.

Parce qu'en tant que prostituéEs, nous sommes mépriséEs, harceléEs et criminaliséEs par la loi sur la sécurité intérieure (LSI) de 2003. Parce que le délit de racolage passif accroît notre précarité et notre clandestinité et que nous ne pouvons pas exercer notre activité dans des conditions décentes et qui nous protègent.

Pour un féminisme qui refuse de voir son discours récupéré à des fins racistes, qui sache se démultiplier, concevoir l'émancipation sous toutes ses formes, un féminisme offensif qui lutte pleinement contre le système patriarcal et toutes les oppressions, qu'elles soient de classe, sexiste, raciste ou liées à la sexualité, un féminisme qui se revendique aussi des féminismes non-blancs, trans' et lesbiens.

À l'appel de :

Alternative Libertaire, Atelier de lectures féministes (cip-idf), CFPE (Collectif des Féministes Pour l'Égalité), Droits et prostitution, Étudions Gayment, Femmes Publiques, collectif Langues de putes, collectif Les mots sont importants, Mix-Cité Paris, Les Panthères roses, Pari-T, les Putes, **le Torchon brûle toujours**, les Tumultueuses

- Repas de soutien : dimanche 1er mars à 19h30, à la Rôtisserie, 4 rue Ste-Marthe, 75010, métro Belleville, Goncourt ou Colonel Fabien.

_ Manifestation : samedi 7 mars à 16h, départ Place de la République.

- Fête : samedi 7 mars au soir, à la CIP-IDF, 14 quai de Charente, 75019, Métro Corentin Cariou.

- Lors de la fête à la CIP sera également projeté le film *Un racisme à peine voilé*, de Jérôme Host (2004) (plus d'infos sur le film : <http://www.hprod.org>)

2.NPNS

Ni tabassées, Ni expulsées !

Le divorce est un droit, non à la double peine !

A l'occasion de la Journée Internationale des femmes, le Mouvement Ni Putes Ni Soumises appelle à un rassemblement devant le Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, afin de soutenir Hanane, une femme de 25 ans qui pour avoir divorcé pour échapper aux violences va d'être expulsée (voir article en PJ).

L'histoire de Hanane, c'est l'histoire de nombreuses filles qui pour échapper aux violences conjugales demandent le divorce. Oser demander le divorce avant les 3 ans de vies communes obligatoires, c'est aussi se voir retirer le titre de séjour. Echapper aux violences et prendre le risque d'être expulsée ou continuer à subir les coups et les humiliations de son mari : voilà ce qu'endurent de nombreuses filles et femmes dans notre pays. Le soutien que doit être apporté par l'Etat français, c'est simplement défendre le droit de toutes les femmes en France à pouvoir choisir. Le divorce est un droit pour toutes les femmes qu'il ne faut pas remettre en question en pénalisant celles qui osent briser la loi du silence!

Ce sont les femmes victimes de violences que l'on condamne à la double peine !

Nous demandons à ce que l'Etat Français protège les femmes victimes de violences, françaises et étrangères.

« À chaque femme martyrisée dans le monde je veux que la France offre sa protection, en lui offrant la possibilité de devenir française », avait annoncé Nicolas Sarkozy lors de la campagne présidentielle en 2007. Hanane fait partie de ces femmes, mobilisons nous !

Ce rassemblement sera suivi d'une mobilisation pour la RDC

VENDREDI 6 MARS 2009

18h00

MOBILISATION DEVANT LE MINISTERE DE L'IMMIGRATION, DE
L'INTEGRATION,
DE L'IDENTITE NATIONALE, ET DU DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE
101 rue de Grenelle - 75007 PARIS (Metro Solferino)

FEMMES DE LA REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO :
NI VIOLEES NI BRULEES

Le vendredi 6 mars 2009, à l'occasion de la journée internationale des femmes, le mouvement Ni Putes Ni Soumises lancera un grand manifeste « ni violées ni brûlées » contre les violences faites aux femmes en RDC (République Démocratique du Congo) et dans le monde au cinéma Images d'Ailleurs (21, rue de la Clef, dans le 5e arrondissement) à partir de 19h30.

Ce manifeste présentera des propositions et des actions concrètes pour lutter efficacement contre les violences sexuelles et physiques à l'égard des femmes en République Démocratique du Congo et ailleurs.

Cet événement, organisé avec les membres du groupe Urgence Femmes RDC, tels Amnesty International, Jeunes au Soleil, Lysistrata, Karibu et MIVAFED, donnera l'occasion de visionner le documentaire de Eve Ensler « Jusqu'à ce que la violence s'arrête » sur le Congo, suivi d'un débat.

A quelques semaines de la visite de Nicolas Sarkozy en RDC, les associations, les victimes et de nombreux invités se mobilisent face à l'urgence et au tsunami des violences en République Démocratique du Congo.

Avec la création de comités Ni Putes Ni Soumises au Togo, en cote d'ivoire et en RDC, nous voulons créer une dynamique internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Face aux abus et aux souffrances des femmes dans les zones en conflit, agissons contre ce tsunami de violence !

3. Sur tous les fronts : le Collectif national pour le droit des femmes.

Sexualité, contraception, avortement

Savez-vous qu'aujourd'hui, les lieux d'information sur ces sujets, inscrits dans la loi depuis plus de 30 ans (loi Neuwirth),

se voient imposer une baisse de 42% de leurs subventions accordées sur les heures réalisées et consacrées à l'accueil,

l'information, l'éducation à la sexualité et au conseil conjugal et familial ? Cela signifie concrètement la mort à

court terme d'un tiers des associations du **Planning Familial**.

Qui n'a pas eu un jour besoin de faire appel au Planning ? Pourquoi les pouvoirs publics veulent-ils l'affaiblir ? Pourquoi

l'Etat se désengage-t-il de cette mission qui relève de sa responsabilité nationale ? Pourquoi remet-il en cause l'action

de l'association à qui il a confié cette mission d'utilité publique, y compris l'information sur l'avortement, et qui se bat, avec la Cadac et l'Ancic, pour défendre ce droit très menacé ? Des sirènes intégristes seraient-elles à l'origine de cette régression, ou ne serait-ce qu'une logique strictement comptable ? Il n'y a pas de petites économies par les temps qui courent...

Des économies ? : le gouvernement en fait mais sur le dos des salarié-es.

Il supprime des postes dans le secteur public –Education nationale, hôpitaux, la Poste... –secteurs à majorité féminine.

Ce faisant, il continue son entreprise de démolition des services publics et restreint ainsi l'accès des populations

les plus vulnérables, notamment les femmes qui en ont pourtant le plus besoin.

Sous prétexte de modernisation de l'Etat, il supprime le Service des Droits des Femmes et de l'Egalité en charge de cette politique

Il va remplacer le RMI et l'Allocation de Parent Isolé (97% des bénéficiaires sont des femmes, la plupart du temps très

jeunes) par le Revenu de Solidarité Active. Ce RSA introduit l'obligation d'accepter une « offre raisonnable d'emploi »,

sous peine de sanction, ce que n'imposait pas l'API. Conséquence immédiate : ces femmes vont devoir accepter des

boulots précaires, à temps partiel pour ne pas perdre leurs allocations, Sinon, sans ressources ou avec des revenus

très diminués, elles risquent de se retrouver dans l'impossibilité de payer un loyer. On le sait, trop de femmes et d'hommes

sont aujourd'hui sans domicile fixe.

Savez vous qu'aujourd'hui les femmes représentent 83% des temps partiels, la plupart du temps imposés, et donc

80% des salarié-es payé-es en dessous du SMIC ? Avec pour conséquence des retraites de misère !

Les mesures gouvernementales aggravent la précarisation pour beaucoup de femmes.

Sarkozy promettait l'égalité femmes/hommes en 2009. On y est et elle n'y est pas !

Parlons-en des retraites !

41 annuités, c'est pour demain ! Et ce sera peut-être ensuite 42, 43 ans... De nombreuses femmes s'étant arrêtées

pour garder les enfants, elles n'ont pas les annuités nécessaires. Certaines d'entre elles ont des retraites de misère car

il faut ajouter les temps partiels, des salaires inférieures à ceux des hommes, les Contrats à durée déterminée, cherchez

l'injustice !

Et l'accueil des enfants ?

La possibilité pour chaque parent de voir accueillir ses enfants dans des structures publiques de qualité est un droit

fondamental aujourd'hui remis en cause. En général, on se débrouille comme on peut : la crèche si on a de la chance,

l'assistante maternelle si on en trouve une, la grand mère, la voisine, c'est le système D... En tout cas, il y a une chose

que les parents plébiscitent, c'est l'école maternelle. Mais à 2 ans, c'est de plus en plus difficile.

Toutes et tous ensemble pour les droits des femmes !

Mais pourquoi manifestez-vous, vous les féministes ? Vous avez tout obtenu, l'égalité professionnelle,

la parité, la liberté sexuelle, la contraception, l'avortement... !

Vraiment? Vous le croyez? Mais qu'en est-il vraiment?

Le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes se « célèbre » dans la rue. En cette année 2009, dans une période où les inégalités, accentuées par la crise financière et par la politique menée par le gouvernement, se creusent et touchent tout particulièrement

les femmes, nous serons encore au rendez-vous, dans la rue, pour défendre les droits des femmes.

MANIFESTATION

Samedi 7 mars à 14h

Angle rue Vivienne rue du 4 septembre, métro Bourse

Premiers signataires : *Mouvement Français pour le Planning Familial, Collectif National Droits*

des Femmes, Marche Mondiale des Femmes, Femmes Solidaires, Fédération Nationale Solidarité Femmes,

Femmes en Noir, Cadac, Encore Féministes, Les Chiennes de Garde, Coordination Lesbienne en

France, CQFD Fierté Lesbienne, Ligue des Femmes Iraniennes, Organisation de Femmes Egalité, Rajfi -

re, Acort-Femmes de Turquie, Maison des Femmes de Montreuil, Plurielles Algérie, La Mutuelle des Étudiants,

Coordination des Sans Papiers 93, Ligue Internationale pour la Paix et la Liberté, Théâtre de l'opprimé,

Union syndicale Solidaires, Parti Communiste Français, Les Verts, Parti Socialiste, Nouveau Parti

Anticapitaliste, Parti de Gauche, Alternative Libertaire, UNEF, collectif femmes 20^{ème}, Ligue Femmes Iraniennes

pour la démocratie, Collectif Femmes Iraniennes en France, SOS Sexisme, Le Comité métallos,

“Femmes Libres” Radio Libertaire, ATMF (association des travailleurs maghrebins de france), centre culturel

kurde Ahmet Kaya, Initiative Féministe Européenne France (IFE France), AC !, Marches Européennes,

Fondation Copernic, Les Alternatifs, Association de solidarité féministe face aux extrémismes religieux

(ASFER), APEL-EGALITE, CLEF (coordination française pour le lobby européen des femmes), Intersyndicale

SDFE- CFTD CGT, Collectif de Pratiques et de Réflexions Féministes « Ruptures », Réseau Féministe

« Ruptures », Association du Côté des Femmes (Val d'Oise), Association Culturelle des Travailleurs Immigrés

de Turquie, LES AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS 1871, Maison des femmes de Paris, ACORT-Femmes

de Turquie, La Fédération, Les Voix Rebelles, LIBRES TERRES DES FEMMES, Mix-Cité Paris, LDH, Femmes

en Noir de Strasbourg, CGT, Le mouvement Jeunes Femmes, La LMDE (La Mutuelle Des Etudiants).

Ce n'est pas bon pour eux nous dit-on. Ah bon ? Éternelle rengaine qui vise, en période de crise surtout, à renvoyer les femmes à la maison garder les enfants pour faire baisser les chiffres du chômage. Ensuite, quelle galère pour retrouver un emploi ! En outre, notre école maternelle gratuite, que tous nos voisins nous envient, risque d'être remplacées par des « jardins d'éveil » avec du personnel non formé et payant. C'est tellement mieux... Encore des économies...

Les hommes et les femmes

ne sont-ils pas tous concernés par l'éducation des enfants ?

Bien sûr que si... Pourtant, les statistiques de l'INSEE en attestent, les tâches domestiques et éducatives continuent de reposer essentiellement sur les femmes. Ce que nous voulons c'est un réel partage des tâches qui permettra aux femmes d'avoir une vraie disponibilité pour leurs activités professionnelles.

Et les violences

De nombreuses femmes sont victimes de violences, dans la famille, la rue, au travail, et cela uniquement parce qu'elles sont femmes ! Viols, agressions sexuelles, mutilations sexuelles, coups, violences psychologiques, harcèlement sexuel au travail, mariages forcés, violences spécifiques à l'encontre des lesbiennes..., ces violences inacceptables tuent ou laissent toujours des traumatismes importants. Et elles ont lieu dans tous les milieux. Mais de ça, les femmes peuvent encore difficilement parler. Nous ne cherchons pas à renforcer les mesures de répression pénale qu'encourage le gouvernement, mais l'État doit prévenir la violence, protéger et défendre les femmes quand elles sont en danger, condamner les auteurs et prévoir des réparations. Il y a donc urgence à adopter **une loi-cadre contre les violences faites aux femmes.**

Parmi nous, il y a des femmes qui sont encore plus précaires que précaires :

viennent de loin et certaines d'entre elles n'ont pas de papiers pour vivre en France. Elles sont venues pour fuir la misère, l'oppression, la guerre, les persécutions en raison de leurs luttes féministes et/ou politiques, ou en raison de leur homosexualité. C'est une question de survie pour elles. Elles vivent en rasant les murs, elles gardent les enfants et/ou nettoient les bureaux aux aurores. Elles sont vulnérables à toutes sortes de violences et d'exploitation. Certaines d'entre elles se sont mises en lutte pour vivre et travailler avec les mêmes droits que tout le monde. Nous soutenons leur combat pour des papiers et pour leur dignité.

Les intégrismes religieux

Ils veulent régenter la vie des femmes en interdisant l'avortement et la contraception, le droit de choisir sa sexualité, l'utilisation du préservatif. Nous ne voulons pas de ses diktats, nous voulons une véritable laïcité sans qu'aucun pouvoir ne se permette d'interférer dans nos vies ou de limiter nos droits.

Solidarité avec les femmes du monde entier !

Le 8 mars est aussi le jour où nous réaffirmons notre solidarité sans frontières. Ailleurs dans le monde, des femmes subissent exploitation, guerres, violences et mutilations. Nous sommes à leurs côtés et soutenons leur résistance car

nous savons que notre combat est commun !

Nos droits sont fragiles, ils veulent les remettre en question.

Battons-nous pour les élargir et avancer.

Voilà pourquoi nous manifestons pour le 8 mars

Venez nous rejoindre dans la rue !

impression rotographie-F93100

pour tous renseignements contacter le Collectif National pour le Droits des Femmes 21 ter rue Voltaire
75 011 Paris

mail : colcadac@club-internet.fr et téléphone :01/75/00/56/44

4. A compléter : voir aussi les chiennes de garde qui à l'occasion de leur dixième anniversaire attribuent le prix de la parole sexiste.